REPUBLIQUE FRANÇAISE — Liberté - Egalité - Fraternité

ELECTIONS LEGISLATIVES DES 4 ET 11 MARS 1973

CITOYENNES, CITOYENS et CAMARADES,

Au nom de **l'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE** (pour la reconstruction de la IVe Internationale) — Trotskyste — et de l'**ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME** (A.J.S.)

Michel BARBE, professeur agrégé, Assistant de Géographie au Centre Universitaire d'Avignon, candidat, et

Yvan RAMILLON, Instituteur à L'Isle-sur-Sorgue, suppléant

s'adressent à vous.

Militants de l'O.C.I. et de l'A.J.S., nous poursuivons, comme candidats, l'action politique de nos organisations pour la construction du Parti Révolutionnaire indispensable à la réalisation de l'unité du prolétariat, à la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan, à la victoire de la classe ouvrière sur la bourgeoisie, à la victoire du socialisme.

Tous les travailleurs, avec les jeunes, tous les petits paysans, commerçants et artisans, tous exploités, spoliés et écrasés par le capital, ont acquis quelques convictions nettes et précises : rien ne sera changé tant que le grand capital, les trusts et les monopoles, les banques, contrôleront l'économie et qu'elle fonctionnera selon les exigences du profit. Rien ne sera changé tant que leurs représentants détiendront le pouvoir politique.

UN BILAN

Dans notre département, chacune et chacun reconnaîtra sa propre expérience dans l'exemple des luttes menées par les cheminots d'Avignon : à la pointe de la grève générale de mai-juin 1968.

Dès octobre 1968, à nouveau, les roulants du dépôt d'Avignon, pour leurs revendications, débrayent spontanément. En juin 1971, la riposte des cheminots à la provocation du Préfet de Vaucluse, faisant occuper la gare par ses C.R.S. et Gardes-Mobiles fut la grève générale illimitée. Le soir même, le Gouvernement faisait évacuer la gare que le piquet de grève occupait immédiatement.

Selon les cas, la Direction de la S.N.C.F. et le Gouvernement ont reculé — partiellement —, manœuvré, tergiversé.

MAIS, EN DERNIERE ANALYSE : CHEMINOTS, ENSEIGNANTS, TRAVAILLEURS ET JEUNES : NOUS N'AVONS PAS ETE VICTORIEUX !

Aucun doute : grèves, manifestations, négociations sont indispensables. Elles ne suffisent pas. Même la grève générale, pour être victorieuse, doit être intégrée à la lutte politique pour renverser les gouvernements du capital, pour un gouvernement du prolétariat sans représentant des partis bourgeois, défenseurs des intérêts du capital.

QUELQUES CONSEQUENCES DE LA PERPETUATION DE LA DOMINATION DU CAPITAL

— Au nom de la « rentabilisation », de la « modernisation », selon le Rapport Nora, le Gouvernement veut, entre 1967 et 1980, avoir réduit les effectifs de cheminots de 300.000 à 180.000 ! Il veut privatiser le maximum de services, manutention (ex. : « La Ferroviaire »), triages (menaces sur celui de Champfleury), regrouper les dépôts, supprimer des lignes (celle d'Avignon-Pertuis, via L'Isle-sur-Sorgue et Cavaillon pour les marchandises serait en sursis actuellement).

Le but : transformer la S.N.C.F., ainsi que tous les autres services « nationalisés » (E.D.F.-G.D.F., P.T.T., etc...) en services commerciaux concurrentiels, rentables, accumulant du profit pour le capital, détruisant leur caractère de service public. Pour cela il lui faut détruire l'obstacle du « statut du cheminot », du « statut du fonctionnaire », c'est-à-dire les garanties des travailleurs.

— Au nom de la « rentabilisation », de la « modernisation », la « Réforme » de la Sécurité Sociale, conjuguée à la « Réforme Hospitalière », se propose de détruire le minimum de garanties que les travailleurs ont arrachées par leurs luttes, au capital, contre la maladie, la vieillesse, les charges familiales. La médecine de qualité sera réservée aux riches.

— Encore au nom de la « rentabilisation et modernisation » appliquées à l'agriculture, les exploitations familiales, celles qui forment l'écrasante majorité des exploitations d'Avignon, du Thor, de Caumont, Cavaillon, L'Isle-sur-Sorgue... sont systématiquement pillées par le prix et les conditions du crédit bancaire, par la cherté des matériels et produits pour l'agriculture. Elles sont, de plus, rançonnées par tous les intermédiaires qui prélèvent d'énormes profits sur les journées de labeur des familles paysannes obligées de s'endetter. Et lorsque les prix s'effondrent, il leur faut jeter et détruire leurs fruits et légumes afin de maintenir des cours qui ne profitent qu'aux grossistes, aux magnats des transports routiers et aux banques.

La situation des petits commerçants et artisans, que le Gouvernement tente par tous les moyens de faire disparaître à coups de patentes, d'impôts, taxes et auxquels il « offre » une véritable « prime d'expropriation-liquidation » pour laisser place nette au capital des « grandes surfaces », n'est plus supportable !

Une seule leçon à tirer : petits commerçants et petits paysans ne pourront réellement voir leur vie et leur avenir assurés qu'en s'associant politiquement avec le prolétariat et ses organisations de classe POUR EXPROPRIER ENSEMBLE LES BANQUES ET LES TRUSTS QUI LES RANÇONNENT ! Il n'est pas d'autre voie, ni celle de l'aventure avec POUJADE, ni celle de l'impasse avec NICOUD : mais celle du Gouvernement ouvrier et paysan, la voie du Gouvernement des organisations ouvrières unies, engageant le combat pour la satisfaction de toutes les revendications, pour le socialisme. Les travailleurs et leurs organisations ne bâtiront pas le socialisme contre les petits paysans et commerçants-artisans, MAIS AVEC EUX, CONTRE LE GRAND CAPITAL, LEUR ENNEMI COMMUN !

POUR PARVENIR A SES FINS LE CAPITAL S'ATTAQUE A LA JEUNESSE, DEMANTELE L'ECOLE LAIQUE

Mon suppléant et moi-même sommes enseignants et parents d'élèves. Nous le constatons tous : aussi bien dans l'Enseignement Primaire, Secondaire que Supérieur, sous le prétexte de simplifier les études, les directives du Ministère de l'Education Nationale aboutissent à les rendre de plus en plus compliquées. Personne n'y comprend plus rien. En fait, elles multiplient les obstacles, accroissent la sélection et l'élimination, les impasses.

Hypocritement, le Gouvernement et les Ministres FAURE, GUICHARD, FONTANET prennent des mesures pour, expliquent-ils, « ouvrir l'enseignement sur la vie ». En fait, les mesures ouvrent sur un enseignement déqualifié, chargé de former une main-d'œuvre déqualifiée, vouée aux bas salaires, au rendement intensifié, à la mobilité selon les besoins d'un patronat à la recherche de profits grandissants.

Nous vous le disons : le démantèlement de tous les ordres d'enseignement, des Ecoles Maternelles à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche Scientifique, est réalisé contre les intérêts de la jeunesse. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre la politique gouvernementale d'aide à l'enseignement privé, patronal et surtout confessionnel, déversant sur lui le pactole de deux mille milliards d'anciens francs en 10 ans, sous forme de « subventions » soustraites ainsi à l'école publique.

En 1971, à l'appel de leur Association de Parents d'Elèves (« Cornec »), les parents des quartiers du Triennal et de La Barbière, à Avignon, manifestaient sur la rocade pour exiger enfin la création d'une école. Aujourd'hui, le panneau planté là, il y a deux ans, témoigne seul dans son terrain vague... Alors qu'à Monclar, pour surveiller, ficher et intimider les jeunes et

les travailleurs, un poste de police tout neuf vient d'être inauguré !

Cependant, les candidats du P.C.F. et du P.S., non seulement se prononcent pour l'entrée éventuelle des curés à l'école publique, mais encore ils affirment que la « nationalisation » de l'enseignement qu'ils préconisent devrait se faire « sans spoliations ». Ce sont donc les élèves des écoles publiques, les enseignants et les parents qui devraient accepter d'être encore spoliés par le Capital et l'Eglise ?

Soyons clairs : Il ne s'agit pas de croyances. L'O.C.I. estime que la religion est affaire privée, qu'elle n'a pas à être introduite a l'école dont la laïcité assure le respect des opinions de tous. Tel est le fondement de la laïcité dont les racines plongent dans l'expérience séculaire du peuple français. La séparation de l'Eglise et de l'Ecole : cela est un des fondements de la démocratie. Introduire les prêtres à l'école publique c'est permettre à une institution privée, incontrôlée, ne relevant que de ses propres décisions, de violer les consciences de ceux qui, père et mère de famille, professent une autre opinion.

Comment ne pas comprendre, dès lors, que cette mise en coupe réglée systématique de l'Education Nationale ne peut pas ne pas avoir pour conséquence la construction d'établissements scolaires à bon marché, vite faits, bâclés. Les élèves et les professeurs, brûlés vifs dans ce C.E.S. de Paris, ont payé de leur vie le démantèlement de l'Enseignement public.

C'est cela la rançon payée au capital. C'est cela les milliers de milliards soustraits à l'école publique et versés à l'Enseignement privé. C'est cela la « Réforme ». C'est cela le capitalisme. Les responsables ? Tous ceux qui reçoivent les milliards de l'Etat (trusts du bâtiment alliés aux banques et aux monopoles. Il n'y a qu'un moyen pour en finir avec ces scandales : avancer sur la voie du socialisme. Pour cela, il faut commencer par :

— la nationalisation laïque, sans indemnisation ni rachat, des écoles privées ;

— l'expropriation, sans indemnisation ni rachat, des trusts du bâtiment ;

— le contrôle des constructions scolaires, par exemple, par les syndicats des enseignants, des étudiants, des Associations de parents d'élèves, avec la participation des syndicats ouvriers du bâtiment.

QUEL GOUVERNEMENT PEUT S'ENGAGER A

— **ABROGER** les réformes réactionnaires Fouchet-Faure-Guichard-Fontanet ? Casser les lois anti-laïques Debré-Marie et Debré-Pompidou ? Faire en sorte qu'il n'y ait « pas de curés, pas de patrons à l'école » ? ;

— **EXPROPRIER les banques, les trusts et les monopoles ? ;**

— **ELABORER** un plan de production, de répartition, sous le contrôle des travailleurs, des masses exploitées, des usagers, des locataires ?

Quel gouvernement peut annuler immédiatement les dispositions qui portent atteinte aux libertés démocratiques, et d'abord la loi dite **anti-casseur?** Quel gouvernement peut combattre pour dissoudre tous les corps de mercenaires, officiels ou privés du maintien de l'ordre, de l'anarchie capitaliste : Légion Etrangère, armée de métier, CRS, gardes mobiles, polices parallèles, S.A.C. etc... ? En 1968, dix millions de travailleurs en grève clamaient: « De Gaulle : 10 ans, ça suffit ! ». En 1969, De Gaulle battu dut se démettre. Mais POMPIDOU a recueilli l'héritage de la V[e] République : « POMPIDOU : ça suffit ! La V[e] République, quinze ans, ça suffit ! ».

Tous les problèmes auxquels les masses exploitées sont confrontées soulèvent la question : QUEL GOUVERNEMENT PEUT LES RESOUDRE ?

D'abord il faut balayer l'U.D.R. et ses alliés. C'est indispensable. Cela ne suffit pas. Les partis de la classe ouvrière doivent s'unir pour défaire tous les partis du capital. En effet, de droite ou de gauche, de l'U.D.R. aux Radicaux de gauche, tous sont prêts à venir au secours de la V[e] République, du pouvoir bourgeois menacé, du capitalisme. Les Radicaux « de gauche » ont signé l'accord avec les dirigeants du P.C.F. et du P.S. parce que le « Programme Commun de la Gauche » défend la propriété privée ,le capital, l'Etat bourgeois, la V[e] République et sa Constitution réactionnaire, anti-ouvrière.

NOUS, TROTSKYSTES, AFFIRMONS : au cours de ces élections, le dilemme posé est :

— OU BIEN SOUTENIR LE REGIME CAPITALISTE POURRISSANT et imposer aux travailleurs, aux masses, aux jeunes, le poids écrasant de ce système en faillite ;

— OU BIEN OUVRIR LA VOIE AU SOCIALISME.

Les représentants du Parti Radical veulent sauver le capital. Ils sont partisans de l' « Union de la Gauche sans rivage à droite ». Ils sont prêts à l'union sacrée de tous les partis pour sauver la bourgeoisie aux abois.

ALORS, DE QUEL GOUVERNEMENT LES TRAVAILLEURS ET LES MASSES ONT-ILS BESOIN ?

NOUS REPONDONS : Seul un gouvernement sans représentants des partis bourgeois, de l'U.D.R. aux Radicaux de « gauche », héritiers politiques de Daladier, le « taureau de Vaucluse » qui n'hésita pas, en 1939, à interdire le P.C.F. et à emprisonner ses députés et militants, peut répondre aux aspirations des masses exploitées.

NOUS, TROTSKYSTES, DISONS AUX DIRIGEANTS DU P.C.F. ET DU P.S. :

Rompez avec la bourgeoisie ! Rompez avec les partis du capital, avec le Parti Radical.

Unissez-vous au cours de ces élections, après ces élections : Réalisez le Front Unique des partis ouvriers et luttons en commun pour que se constitue un **GOUVERNEMENT DU P.C.F. ET DU P.S. SANS MINISTRES BOURGEOIS,** défenseurs des intérêts du capital, qui s'engagerait à satisfaire toutes les revendications des masses.

Les travailleurs veulent que les dirigeants de ces partis soient à leur service, c'est-à-dire qu'ils s'unissent et luttent pour un Gouvernement à eux, des ministres à leur service, contrôlés par eux.

C'est pour mener cette bataille que l'O.C.I., soutenue par l'A.J.S., présente ses candidats. Combattre pour le Front Unique des partis de la classe ouvrière, pour un gouvernement P.S.-P.C.F. sans ministres capitalistes, pour le programme de la classe ouvrière, pour le gouvernement ouvrier, pour le socialisme, **cela exige de bâtir le parti révolutionnaire.**

Les candidats de l'O.C.I., fidèlement attachés aux enseignements de Marx, Engels, Lénine et Trotsky, dans la tradition des 1[re], II[e] et III[e] Internationales ouvrières, luttent puor la construction du parti de la révolution prolétarienne, section française de la IV[e] Internationale **à reconstruire.**

Le 4 Mars

Voter pour les candidats de l'O.C.I., voter BARBE et RAMILLON dans la 1[re] circonscription du Vaucluse, c'est signifier son accord avec la nécessité de s'organiser pour construire le parti et l'Internationale révolutionnaires qui instaureront le socialisme en France et dans le monde.

LE 11 MARS vous voterez pour chasser l'U.D.R. et tous les partis du capital, vous voterez classe contre classe, en portant vos suffrages sur le candidat du parti ouvrier arrivé en tête au premier tour.

Votez O.C.I. - Votez Michel BARBE.

Impr. Malé/Avignon.

Vu, les Candidats.